



CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED

Austérité : Mobilisons nous pour en sortir !

Tous dans l'action le 31 janvier 2013

Gouvernement : meilleurs vœux, mais allongez la monnaie !

Tous les ans, la même rengaine : le 1^{er} de l'an est le jour traditionnel de hausse des prix. Le changement, ce n'est pas maintenant !

- les prix du gaz et de l'électricité augmentent respectivement de 2.4% et 2.5%
- le timbre poste passe de 0.6 à 0.63 €
- la redevance TV augmente de 6 € passant à 131 €
- le prix de la course des taxis est majoré de 2.6%,
- les tarifs RATP augmentent de 2.4% en moyenne
- la SNCF relève ses prix de 2.3 %
- le verre de bière augmente de 5 centimes
- les tarifs des restaurants CNRS vont augmenter.

À ces hausses, décidées par le gouvernement, s'ajoutent celles des tarifs bancaires 2013 de 2 à 3%, des assurances de 2 à 7%, ainsi que la majoration des péages autoroutiers à partir du 1^{er} février.

Quant à l'impôt sur le revenu, son barème est gelé pour la deuxième année consécutive. Conséquence pour les contribuables : une hausse d'impôt de près de 2%. Vous avez dit justice fiscale ?

Pour le SMIC, il n'y a pas de coup de pouce (9.43€/heure soit 1430.22€ brut/mois). Son augmentation de 0.3% (!) est celle définie par la loi. À quand une véritable revalorisation ? Une augmentation du SMIC aurait pour conséquence la hausse de tous les salaires et l'amélioration de la vie de tous les salariés. Doit-on attendre la sortie de la « crise » dans un avenir incertain ?

Dur, très dur d'être fonctionnaire dans la recherche avec des salaires indécents !

Le gouvernement ne compte pas réévaluer cette année le point d'indice qui sert de base au calcul de la rémunération des fonctionnaires. Celui-ci est gelé depuis juillet 2010. C'est le plus long gel depuis 1945 ! Depuis 2000, les fonctionnaires ont perdu plus 13% de pouvoir d'achat ! Ainsi, comme l'an passé, le montant du salaire net de janvier sera inférieur à celui de décembre, déjà inférieur à celui d'octobre, compte tenu des augmentations du taux de cotisation retraite. En cas d'arrêt de travail, le salaire est maintenant amputé d'une journée : la journée inique de carence, qui doit être supprimée.

Comment payer le loyer, les impôts, l'assurance du domicile, de la voiture, le carburant, les études des enfants, la nourriture, la mutuelle, etc... avec des salaires qui baissent ? À titre d'exemple, pour l'association « Familles rurales », les prix des produits de consommation courante ont augmenté de 3.5% en 2012. D'après l'INSEE, entre 2005 et 2010 les dépenses de logement ont augmenté de 17% et dans le parc privé un locataire sur deux consacre plus de 40% de ses revenus pour se loger.

Autour de nous, dans nos laboratoires, la situation se dégrade, notamment pour nos collègues adjoints et techniciens et pour tous ceux en début de carrière, dont les rémunérations sont rattrapées par le SMIC. Sans oublier les précaires si nombreux dans les laboratoires et les services. Il ne faut pas se le cacher : avec la faiblesse des rémunérations et les dépenses obligatoires qui ne cessent de croître, la pauvreté gagne dans la recherche publique. Pour exemple, plus de la moitié des dossiers qui sont soumis à la commission de solidarité du CAES du CNRS sont à la limite ou relèvent du surendettement car souvent certains de nos collègues doivent recourir au crédit revolving pour boucler les fins de mois. Peut-on accepter que, dans un pays riche et développé comme la France, les salariés de la recherche soient traités d'une manière aussi indécente ?

Des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.

La chasse aux contrats pour compenser les financements récurrents insuffisants, la course à la performance, les postes en diminution, la précarité massive, les promotions au compte-gouttes qui aboutissent à un blocage des carrières, les pressions de plus en plus fréquentes de la hiérarchie ont sérieusement dégradé l'ambiance dans les laboratoires et les services. La recherche publique, c'est comme dans le privé, chacun est jugé selon sa capacité à atteindre les objectifs fixés par la hiérarchie qui n'obéissent pas à une logique *scientifique*, mais le plus souvent à des logiques administratives, de concurrence, de mode ou de « rentabilité ». Il y a de la souffrance dans les laboratoires et les services !

Cette situation est la conséquence de la politique gouvernementale

Chaque année, l'État fait 192 milliards d'€ de cadeaux aux groupes privés, auxquels s'ajoutent 70 milliards sous forme de financement direct. Sanofi/Aventis, l'un des leaders du CAC 40 qui bénéficie d'un crédit d'impôt recherche de 130 millions d'€, ne se gêne pas pour fermer ses centres de recherche et licencier son personnel. Total, comme Danone, Suez, Essilor, Saint-Gobain, ont échappé pendant plusieurs années à l'impôt sur les sociétés en utilisant les nombreux dispositifs dits « d'optimisation fiscale » mis à leur disposition par les gouvernements successifs. Le gouvernement actuel, sensible aux thèses patronales, vient d'accorder 20 milliards de cadeaux supplémentaires au titre du crédit d'impôt compétitivité-emploi. Il a aussi pesé de tout son poids dans la signature du récent accord sur « la sécurisation de l'emploi », qui satisfait pleinement le patronat et instaure en réalité une plus grande flexibilité/insécurité pour les salariés.

Les salariés ne bénéficient pas des mêmes largesses, le Père Noël n'est pas passé pour eux. Ils devront se serrer la ceinture au nom des équilibres budgétaires.

Pour la fonction publique, le gouvernement continuera la réduction des effectifs dans les secteurs jugés non prioritaires. Cela s'appelle la MAP (Modernisation de l'Action Publique), qui ressemble à s'y méprendre à la RGPP de Sarkozy.

Cela suffit, Il est urgent de changer de cap

Les Français n'ont pas changé de majorité pour voir se poursuivre la même politique que celle menée par le précédent gouvernement, juste aménagée à la marge.

Seule l'intervention des personnels permettra de changer de cap.

C'est pourquoi, la CGT, la FSU et Solidaires ont décidé de faire du jeudi 31 janvier 2013 une journée de grève et de manifestation dans la Fonction publique.

Il est urgent d'exiger :

- L'arrêt des suppressions de postes
- La création d'emplois correspondant aux besoins
- L'augmentation du point d'indice
- L'abrogation du jour de carence.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels de la recherche à y participer massivement

ADMINISTRATIFS CHERCHEURS INGENIEURS TECHNICIENS	J'adhère au S.N.T.R.S-C.G.T
THESARDS REJOIGNEZ UN SYNDICAT <i>Intercatégoriel Indépendant Démocratique Unitaire</i>	NOM : _____ Prénom : _____ Corps et grade : _____ Adresse du labo ou service : _____ Téléphone : _____ Fax: _____ Courrier Electronique : _____
SNTRS-CGT 7, rue Guy Môquet 94801 VILLEJUIF Tél. 01 49 58 35 85 -Fax 01 49 58 35 33 -Mèl : sntrscgt@vjf.cnrs.fr web : http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr	